

« Ce conflit est l'histoire d'une trahison »



Entretien avec
Antoine Basbous,
politologue, spécialiste
du monde arabe et auteur
du Tsunami arabe¹

Fondateur de l'Observatoire des pays arabes, Antoine Basbous revient sur les mécanismes politiques et les enjeux de pouvoir qui, en cinq ans, ont contribué à faire de la crise syrienne l'équation insoluble de l'Occident.

DÉCIDEURS. Le conflit syrien semble hors de contrôle. Comment en est-on arrivé là ?

ANTOINE BASBOUS. Pour le comprendre il faut remonter aux origines du régime syrien : une dictature héréditaire qui débute avec le père de Bachar, Hafez el-Assad, arrivé au pouvoir en 1970 suite à un coup d'État. Il est de confession alaouite, une minorité qui ne représente pas 10 % de la population. Pour asseoir son pouvoir, il s'appuie sur des agences de renseignement, place des membres des Alaouites aux postes clés du pays et achète la majorité sunnite en épousant la cause palestinienne qui leur est chère. Cela lui permet de verrouiller le pays et de supprimer les libertés en prétendant qu'il s'agit de sacrifices nécessaires pour lutter contre Israël. Cette diversion lui permet d'instaurer un règne de la terreur : en 1982 sa répression d'un soulèvement à Hama fait 30 000 morts en cinq jours. Avec cet épisode terrible, les Syriens comprennent qu'il ne faut pas contrer le régime.

Pourtant, la société civile se soulève lors des printemps arabes...

Effectivement, en mars 2011 les gens osent défier le régime et demander des libertés. Assad est très embarrassé : il ne veut pas céder mais n'ose pas écraser les manifestants. Puis

les ambassadeurs français et américains en Syrie se déplacent pour apporter leur soutien à ses opposants, lesquels y voient la promesse d'un appui de l'Occident. Pour résoudre le problème, Assad libère alors des djihadistes emprisonnés et les arme afin de se doter d'une opposition facilement haïssable, ceci dans un but : donner au monde le choix entre des barbares barbus et lui, avec ses costumes à l'anglaise et sa femme blonde.

« Permettre à Bachar de se présenter aux Occidentaux comme un moindre mal »

Bachar aurait donc favorisé la montée de Daech pour faire diversion auprès de l'Occident ?

Absolument. Affronter directement la société civile aurait été trop coûteux en termes d'image. Pour réprimer cette révolte sans s'attirer les foudres de l'opinion occidentale, il a créé un monstre qui lui a permis de dire au monde : je ne combats pas la société civile mais le monstre. Tout ceci est une vaste manipulation devant permettre à Bachar de se présenter aux Occidentaux comme un moindre mal en comparaison des djihadistes.

Quelle est la responsabilité de l'Occident dans cette escalade ?

Les Occidentaux ont promis sans tenir. Ils ont d'abord envoyé un signal fort aux opposants au régime avant de les abandonner. Pendant ce temps, Bachar obtenait le soutien de la Russie et de l'Iran et permettait aux djihadistes de faire ce que lui-même ne pouvait faire : attaquer la société civile. Nos dirigeants occidentaux traitent avec cette dynastie dictatoriale depuis quarante-six ans, ils savent qu'elle pratique un terrorisme d'État et la craignent, ce qui les a longtemps poussés à éviter la confrontation.

Quelle issue peut-on imaginer à un tel conflit ?

Il devrait encore durer une dizaine d'années. Aujourd'hui, la Russie mène le jeu. Preuve en est : elle a organisé le 27 décembre une réunion sur la Syrie à laquelle ont seuls été conviés l'Iran et, sur un strapontin, la Turquie. Cela va redessiner les frontières du Levant sous l'effet des déplacements de populations majoritaires. Bachar a tout fait pour vider le pays d'une partie de sa population sunnite – à Homs, il a même pris soin de brûler le cadastre afin qu'aucune famille sunnite exilée ne puisse un jour prétendre récupérer sa maison. Ceci dans un but : rendre les Alaouites moins minoritaires pour être en position de gouverner sans contestation massive.

Nos démocraties peuvent-elles encore peser dans son issue ?

C'est un peu tard pour rétablir les rapports de force. Fut un temps où il nous aurait été facile de soutenir et structurer la contestation syrienne. En 2011-2012, nous aurions pu favoriser un changement de pouvoir sans bain de sang, en aidant à structurer l'opposition, en neutralisant l'aviation. Bachar aurait alors pu être renversé en trois mois. Pour le peuple syrien : c'est ce qui allait se produire, or rien n'est arrivé. C'est pourquoi cette guerre est l'histoire d'une trahison. Celle de l'Occident à l'égard du peuple syrien.

PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLINE CASTETS

¹ Fayard